

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 MULHOUSE  
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 29 septembre  
2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE  
68490 Chalampé

Références : 000670513\_2025\_09\_05\_BUTACHIMIE\_CHALAMPE\_VIIC-Séisme  
Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé.

La visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de la gestion du risque parasismique sur les installations du site. L'objectif de l'inspection est de vérifier :

- l'application sur site des plans de surveillance mis en place par l'exploitant pour certains des équipements concernés par le risque sismique,
- l'adéquation des installations avec les hypothèses introduites par l'exploitant dans son étude séisme.

Références réglementaires prises pour le contrôle :

- Section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Au sens de la présente visite, il est considéré les définitions suivantes :

Équipement critique au séisme (ECS) : équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site.

Zones sans occupation humaine permanente : zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites.

Barrière de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Protection (BPAP) : ouvrage ou équipement dont la perte de fonctionnalité induirait, de façon indirecte, un phénomène dangereux conduisant à des effets létaux sur des zones à occupation humaine permanente (ex : utilité indispensable, dégâts dans la salle de commande ou blessures des opérateurs d'un ECS empêchant la mise en œuvre des procédures de sécurité, perte des moyens d'intervention ou d'extinction). La BPAP ne fait pas obligatoirement partie d'une installation classée. Attention, de par leur fonctionnalité et leurs actions, les BPAP ont les mêmes exigences en termes de tenue au séisme que les ECS.

Ouvrage Agresseur Potentiel (OAP) : ouvrage ou équipement pouvant être source d'agressions mécaniques externes (d'énergie cinétique suffisante) d'un ECS ou d'une BPAP (ex : chute d'une cheminée induisant l'endommagement d'un réservoir). L'OAP ne fait pas obligatoirement partie d'une installation classée. Attention, de par son action, un OAP a les mêmes exigences en termes de tenue au séisme que les ECS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé

- Code AIOT : 0006700513      Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

Butachimie est implantée à Chalampé (Haut-Rhin), au cœur de la plateforme industrielle W-Europe. Elle est le plus grand site mondial de production d'adiponitrile (ADN), avec 30 % de la capacité mondiale, et fabrique également de l'hexaméthylènediamine (HMD). Ces deux intermédiaires chimiques sont essentiels à la production de nylon 6.6, utilisé dans les secteurs automobile, textile, aéronautique et électronique.

A ce titre, le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installation classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), dont un incinérateur de déchets dangereux. Il est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

**Thèmes de l'inspection : NATECH**

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Étude séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9	Demande d'action corrective	6 Mois
2	Étude séisme - BPAP	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 Mois
3	Plan de visite des équipements critiques au séisme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
4	Mise en oeuvre des procédures	Arrêté Ministériel du	Demande d'action	3 Mois

	d'inspection	26/05/2014, article 8	corrective	
5	Maintenance des Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Échéancier travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12	Projet d'arrêté préfectoral

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Les constats réalisés dans le cadre du contrôle mené par l'Inspection des installations classées mettent en avant l'existence de non-conformités aux conditions d'exploiter concernant :


- l'incomplétude et l'irrégularité de l'étude séisme,
- l'absence de plan de maintenance pour certain des OAP des installations,
- le non respect des procédures internes au site en matière de contenu des vérifications en fonctionnement des installations.

Deux points de contrôle nécessitent la transmission par l'exploitant de justificatifs afin que l'Inspection puisse conclure sur le respect de la prescription contrôlée (scénarios résiduels en cas de fonctionnement des BPAP envisagées, et détail des contrôles réalisés sur les ancrages et fixations associés aux équipements sous pression caractérisés comme ECS par l'exploitant).

Enfin, l'Inspection propose d'acter par voie d'arrêté l'échéancier d'ores et déjà proposé par l'exploitant concernant les travaux à mettre en œuvre dans le cadre de la protection parasismique de ses installations, ce en application des principes de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : étude séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Séisme	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Extrait de l'article 12 :  « [...] L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :  - justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;  - présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; [...] »   Extrait de l'article 9 :  « Aux fins de la présente section, on entend par : [...]  - Zones sans occupation humaine permanente : zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites.  - Équipement critique au séisme : équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site. »	
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	


<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b>	6	Mois

## N° 2 : étude séisme - BPAP

<b>Référence réglementaire :</b>	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12 et 9
<b>Thème(s) :</b>	Risques accidentels      Séisme
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait de l'article 12 :</p> <p>« [...] L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme, en appliquant les accélérations de calcul de l'article 14-1-I-a) pour les installations nouvelles, et de l'article 14-1-I-b) pour les installations existantes, après prise en compte le cas échéant de l'article 14-2, et après prise en compte le cas échéant des ouvrages agresseurs potentiels ainsi que des barrières de protection restant opérationnelles et efficaces à ces accélérations ;</li> <li>- présenter l'ensemble des équipements devant être étudiés et les dispositions prises pour assurer la pérennité de leur efficacité reprenant au minimum le plan de visite mentionné à l'article 11 ; [...] »</li> </ul> <p>Extrait de l'article 9 :</p> <p>« Aux fins de la présente section, on entend par : [...] »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones sans occupation humaine permanente : zones ne comptant aucun établissement recevant du public, aucun lieu d'habitation, aucun local de travail permanent, ni aucune voie de circulation routière d'un trafic supérieur à 5 000 véhicules par jour et pour lesquelles des constructions nouvelles sont interdites.</li> <li>- Équipement critique au séisme : équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site. »</li> </ul>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.</p>	
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de l'efficacité des BPAP qu'il propose en étudiant et présentant sous 1 mois les modélisations de dispersion atmosphérique des scénarios</p>	


résiduels couverts par les BPAP envisagées.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b>	6	Mois

### N° 3 : plan de visite des équipements critiques au séisme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Séisme		
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du code de l'environnement.  « Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. Les contrôles effectués dans le cadre de la section I du présent arrêté, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement. [...]		
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'Inspection les éléments permettant de démontrer que le plan d'inspection qu'il établit pour le suivi de ses ECS et OAP est conforme aux objectifs attendus de la prescription en matière plan de contrôle permettant de maintenir dans le temps des états acceptables en matière d'équipement, et ancrages/fixations de ces derniers.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b>	3	Mois




#### N° 4 : Mise en oeuvre des procédures d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      SGS		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.		
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 3      Mois		

#### N° 5 : Maintenance des Ouvrages Agresseurs Potentiels (OAP)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Séisme		
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Principes généraux de prévention des risques.  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.		

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels. »		
<b>Constats :</b>  Les constats associés à cette prescription sont détaillés en annexe n°1, non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b>		Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>		Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>		3 Mois

#### N° 6 : Échéancier travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Séisme		
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]« L'exploitant élabore une étude séisme permettant de :  [...]« - présenter un échéancier des travaux à réaliser dans les délais précisés à l'article 13, le cas échéant, dont la priorisation peut être justifiée par une étude technico-économique.  [...]		
<b>Constats :</b>  Faisant suite à l'étude des ECS, OAP et Barrière de Prévention, d'Atténuation d'effets ou de Prévention, l'exploitant définit dans son étude un échéancier de travaux afin d'atteindre l'objectif fixé par l'article 12 de l'arrêté du 4 octobre 2010 à savoir : « <i>justifier qu'il n'y a plus d'équipements critiques au séisme</i> ».		
Concernant les délais mentionnés dans la prescription contrôlée, concernant les travaux à réaliser, l'article 13 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 prévoit que le préfet prend acte par arrêté de l'échéancier de mise en œuvre des moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations, et que l'échéancier ne dépasse pas neuf ans à compter de la date de l'arrêté précité. Dans le cadre des difficultés rencontrées par l'exploitant sur l'atelier HCN2 (arrêt des unités par manque de vente, et date de redémarrage incertaine), ce dernier a transmis à l'Inspection une mise à jour de l'échéancier initialement proposée par courrier électronique du 12 septembre 2025, afin		

notamment de modifier les dates de mises en conformité de l'atelier HCN2 initialement prévue au 31 décembre 2025, à la date du 30 juin 2034 (correspondant à l'un des Grand Arrêt des unités de fabrication du site).

Les propositions de travaux formulées par l'exploitant s'étalent entre 2021 et 2034. Il convient donc de fixer l'échéancier proposé cohérent avec les contraintes fixées par les dispositions contrôlées. Il est à noter compte tenu de l'incomplétude de l'étude séisme, que l'arrêté qui sera proposé ne sera qu'une "prise d'acte" partielle concernant la mise en œuvre des mesures de protections parasismiques. Cependant, compte tenu du délai, d'ores et déjà écoulé depuis la remise de l'étude par l'exploitant, il convient de fixer par voie réglementaire les travaux à mettre en œuvre telle que la réglementation le prévoit.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** projet d'arrêté préfectoral